



Septembre 2024
**Bureau
Bamako**

Revue de presse du Mali

Semaine N°4 de Septembre

Bienvenue sur la revue de presse hebdomadaire de Konrad-Adenauer-Stiftung sur le Mali

La revue de presse hebdomadaire a pour but d'explorer et de vous tenir informé sur la situation au Mali et sur des questions sélectionnées relatives à la politique, à l'économie et à la société.

Contenu

- **64 ans d'indépendance : le Mali, entre défis géopolitiques et renaissance**
- **Mali : le Cl. Goïta ajuste sa stratégie sécuritaire**

64 ans d'indépendance : le Mali, entre défis géopolitiques et renaissance

Le 22 septembre 2024, le Mali célèbre son 64e anniversaire d'indépendance, marqué par une transition politique populaire sur fond de lutte acharnée pour la souveraineté nationale.

Entre réformes, alliances stratégiques et montée en puissance de l'armée, le pays s'obstine à affirmer sa souveraineté. Le Mali a célébré son 64e anniversaire d'indépendance dans un contexte particulièrement symbolique.

Le pays, en pleine transition politique depuis août 2020, vit une période de bouleversements profonds. Certains verront une époque de turbulences, mais pour beaucoup d'autres, c'est une ère de renouveau, où le Mali renoue avec sa souveraineté, sa fierté et son désir d'autodétermination.

Ce 64e anniversaire n'est donc pas qu'une simple date de commémoration, mais bien le reflet d'un Mali en pleine transformation, prêt à tracer sa propre voie,

loin des diktats extérieurs, en témoigne les dynamiques internes enclenchées (les Assises nationales de la refondation, la promulgation de la nouvelle Constitution, le dialogue inter-malien, une nouvelle loi sur le secteur minier et son contenu local, etc).

Un État malien souverain, maître de ses décisions

Depuis l'arrivée au pouvoir des autorités de la Transition, une dynamique nouvelle s'est installée. Certes, la crise sécuritaire reste un défi majeur, mais il est impossible d'ignorer la montée en puissance de l'armée malienne.

Celle-ci, désormais plus autonome et confiante, a pris les choses en main pour défendre le territoire national. Fini le temps où la sécurité du pays dépendait de forces étrangères souvent déconnectées des réalités locales.

Aujourd'hui, c'est l'armée malienne qui mène la danse, avec des victoires stratégiques à la clé, comme la reprise de Kidal, le 14 novembre 2023, une ville qui a longtemps échappé au contrôle de l'État, ainsi que d'autres localités.

Cette montée en puissance n'est pas qu'une question militaire. Elle s'inscrit dans une démarche plus large : celle de la reconquête de la souveraineté nationale. Et c'est là que le rôle des autorités de la Transition prend tout son sens. En l'espace de quatre ans, elles ont initié des réformes politiques, institutionnelles et économiques majeures pour remettre le pays sur les rails.

Certes, tout n'est pas parfait, et le chemin est encore long, mais les fondations d'un Mali plus fort et plus autonome sont bel et bien posées.

Ces réformes ne se contentent pas de traiter les symptômes, elles s'attaquent aux racines mêmes des problèmes, avec une vision claire : celle d'un État malien souverain, maître de ses décisions.

Tout ceux-ci dans le souci d'éviter un éternel recommencement. En dépit de certaines gesticulations politiciennes, il reste évident que cette transition s'inscrit dans une vision durable pour la prospérité et l'émergence du Mali.

Un bloc solide, résolu à défendre les intérêts du Sahel

Simultanément, à cette quête permanente de souveraineté, il est impossible de ne pas mentionner la réorientation diplomatique spectaculaire amorcée par le Mali. Jadis tourné vers l'Occident,

le pays s'est détourné de ses alliés traditionnels, à la volonté hégémonique, notamment la France et les États-Unis, pour forger de nouvelles alliances avec des puissances comme la Russie, la Chine ou encore la Turquie et l'Iran, jugés fiables et sincères.

Ce n'est pas simplement un changement de partenaires : c'est une réappropriation de la diplomatie malienne, désormais centrée sur les intérêts du pays et non plus dictée par des agendas extérieurs.

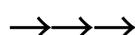
Le message est clair : le Mali choisit ses amis et refuse de n'être qu'un pion dans la géopolitique internationale. Cette nouvelle dynamique trouve un écho retentissant avec la création de la Confédération des États du Sahel (AES) le 6 juillet 2024, à la suite de la signature du Pacte du Liptako-Gourma, le 16 septembre 2023, en partenariat avec le Burkina Faso et le Niger.

Cette alliance régionale, qui symbolise la solidarité entre trois nations sœurs, partageant les mêmes frontières, et les mêmes défis sécuritaires, est bien plus qu'un pacte politique : elle représente une vision partagée de souveraineté et de défense commune, un rempart face aux ingérences extérieures.

Ensemble, ces pays forment un bloc uni, résolu à reprendre le contrôle de leur destin.

Le Mali ne reviendra pas en arrière

Et si certains observateurs étrangers s'inquiètent de cette évolution, les Maliens, eux, y voient une occasion historique de redéfinir leur avenir. Le Mali traverse certes une période de transition. Mais cette transition n'est pas synonyme d'instabilité, c'est plutôt une opportunité de renouveau (tout dépend du narratif).



C'est justement à la déconstruction de ces narratifs défavorables que le Mali s'est dédié.

Les autorités actuelles, malgré les critiques et les pressions, ont le mérite d'avoir replacé le Mali au centre de ses propres décisions, avec la ferme volonté de redonner au pays sa place sur la scène africaine et internationale.

En ce 64e anniversaire d'indépendance, le Mali peut se targuer d'avoir franchi des étapes cruciales.

Bien sûr, le chemin reste semé d'embûches, mais une chose est certaine : le Mali ne reviendra pas en arrière.

Il avance, avec ses propres choix, ses propres partenaires, et surtout, avec la fierté de construire un avenir où la souveraineté nationale n'est plus une illusion, mais une réalité tangible.

Ce n'est pas seulement une fête de l'indépendance, c'est une renaissance, une nouvelle page qui s'écrit dans l'histoire d'un Mali debout, résolu à prendre son destin en main.

Source: Croissance-Afrique

Mali : le Cl. Goïta ajuste sa stratégie sécuritaire

Une semaine après les attaques meurtrières contre la gendarmerie de Faladié et l'aéroport de Bamako, sous la direction du Colonel Assimi Goïta, les autorités maliennes se sont réunies pour réévaluer et ajuster leur stratégie sécuritaire.

Au lendemain de la commémoration, le président de la Transition du Mali, le Colonel Assimi Goïta, a présidé une réunion de haut niveau avec les principaux responsables de la sécurité du pays.

D'après un communiqué de la présidence malienne, le Colonel Goïta « a rencontré le lundi 23 septembre, le Ministre de la Défense et des Anciens Combattants, le Ministre de la Sécurité, ainsi que les chefs d'États-majors et les directeurs de services pour faire le point sur la situation sécuritaire et définir de nouvelles directives ».

Ces consultations font suite aux attentats du 17 septembre, ciblant des sites militaires stratégiques de la capitale malienne.

Des assaillants affiliés au Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans (GSIM) ont frappé l'école de gendarmerie de Faladié ainsi que la zone aéroportuaire de Bamako.

Selon l'armée, ces attaques ont causé des « pertes en vies humaines », tandis que le GSIM a revendiqué la mort et les blessures de plus de 200 personnes.

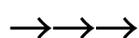
Le communiqué de la présidence ne détaille pas les « nouvelles directives » mentionnées, mais cette réunion reflète la détermination

des autorités maliennes à faire face à une menace sécuritaire croissante, notamment dans la capitale, qui n'avait pas connu d'attaques de cette ampleur depuis plusieurs années.

Dans son discours à la nation, prononcé la veille de la célébration du 64e anniversaire de l'indépendance du Mali, le Colonel Goïta a réagi à ces attaques meurtrières en soulignant « l'impérieuse nécessité de rester vigilants » et en saluant « le professionnalisme » des forces de sécurité.

Les autorités maliennes ont renforcé les mesures de sécurité, incluant la fermeture de plusieurs marchés et l'enlèvement des véhicules abandonnés sur les voies publiques. Les bus de transports sur Bamako font également l'objet de contrôle rigoureuse aux entrées de la ville

Source : APANews



Konrad-Adenauer-Stiftung e. V.

Ulf Laessing, Directeur régional programme Sahel
basé à Bamako

Aminata Traore, Assistante de Programmation /
rédactrice en chef de la revue de presse

Bureau du programme Régional Sahel / Bamako

www.kas.de/Sahel

https://twitter.com/KAS_Sahel

<https://www.facebook.com/KAS.Sahel>

Ulf.laessing@kas.de / Aminata.traore@kas.de

Badalabougou - Est
Bamako/Mali
B.P. E 1247
Téléphone:
+223-20.23.00.36
Info.bamako@kas.de
www.kas.de/sahel

www.kas.de